



*Direction départementale des territoires
Service environnement, eau,
préservation des ressources
Cellule Politique de l'eau*

PRÉFECTURE de la MARNE

ARRETE PREFECTORAL N° 24 - 2015 - LE
PORTANT AUTORISATION

AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3

DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT

**Le dispositif de rétention / infiltration des eaux pluviales du versant Est des coteaux viticoles
d'Epernay**
COMMUNE D'EPERNAY

Le préfet de la région CHAMPAGNE-ARDENNE
Préfet de la MARNE

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 à R. 11-14-15 ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU l'arrêté du 27 août 1999 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de créations d'étangs ou de plans d'eau soumise à déclaration en application de l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et relevant des rubriques 2.7.0 (1°, b) et 2.7.0 (2°, b) de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU les éléments de doctrine pour la constitution d'un dossier « loi sur l'eau » d'hydraulique du vignoble approuvée par le comité stratégique de la MISEN le 7 décembre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n°45-2014-LE portant à déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement concernant la création de l'éco-quartier Beausoleil / Rosemont à Epernay en date du 30 décembre 2014 ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 16 mai 2014 présenté par la commune d'Epernay représenté par Monsieur Frédéric Girardin, directeur des services techniques, enregistré sous le n° 51-2014-00039 et relatif à un dispositif de rétention / infiltration des eaux pluviales du versant Est des coteaux

viticoles d'Epernay ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 15 décembre 2014 au 15 janvier 2015 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 16 janvier 2015 ;

VU l'avis de la DRAC en matière de prévention archéologique en date du 8 juillet 2014 ;

VU l'avis de l'ARS en date du 7 juillet 2014 ;

VU l'avis de l'agence de l'eau par mél en date du 30 juillet 2014 ;

VU l'avis de la chambre d'agriculture en date du 29 juillet 2014 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 16 février 2015 ;

VU l'avis favorable du coderst en date du 19 mars 2015 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à la commune d'Epernay le 31 mars 2015 ;

VU le courrier de la commune d'Epernay en date du 23 avril 2015 ;

CONSIDERANT

Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau :

Que le diamètre de 300 mm prévu dans le dossier loi sur l'eau pour la conduite reliant le bassin 24 au bassin de la ZAC de Pierry n'est pas suffisant pour évacuer un événement correspondant à une pluie centennale et qu'il convient de porter le diamètre de cette conduite à 800 mm ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la MARNE ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 Objet de l'autorisation

La commune d'Epernay est autorisée en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser un **dispositif de rétention / infiltration des eaux pluviales du versant Est des coteaux viticoles comprenant la création de deux bassins d'infiltration, de deux bassins de rétention, le recalibrage du chemin de Beausoleil et les systèmes de collecte des eaux pluviales associés.**

de diamètre 800 mm permettant de faire transiter un débit d'environ 1,8 m³/s et d'éviter tout débordement du bassin 24 en cas d'une pluie d'occurrence centennale.

Ces bassins et les systèmes de collecte sont dimensionnés de manière à protéger le quartier Rosement et la ZAC des Terres Rouges de tout phénomène d'inondation occasionné par une pluie d'une durée d'une heure et d'une durée de retour de 100 ans.

Ces bassins seront équipés d'un système de confinement en cas de pollution.

Caractéristiques techniques des bassins

Nom du bassin	Emprise au sol (m ²)	Miroir (m ²)	Cote sol - cote fond bassin	Profondeur utile (m/sol)	Pente	Volume utile (m ³)	Débit de fuite - (m ³ /s) Débit de surverse
Bassin 26 (décantation)	490	330	+88,74 m NGF - +86 m NGF	2	1/1,5	660	0,07 - 1,35
Bassin 26 (infiltration)	1350	585	+87,8 m NGF - +84,5 m NGF	3	1/1,5	2400	0,000995 - 0,75
Bassin n°24 (décantation)	2500	1580	+97 / 93,53 m NGF - +92 m NGF	2	1/1,5	4000	0,439 - 8,77
Bassin n°24 (infiltration)	5500	3500	+97 / 93,53 m NGF - +89 m NGF	5	1/1,5	12 000	0,02625 - 8,77

Le chemin de Beausoleil sera recalibré pour acheminer ces eaux pluviales.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 Obligations générales

La commune d'Epernay doit respecter les prescriptions générales relatives à la rubrique 3.2.3.0 ainsi que les prescriptions spécifiques communes à tous les ouvrages définis dans les articles ci-après.

La digue établie pour le bassin de décantation n°24 devra être réalisée de façon à assurer la stabilité des ouvrages et la sécurité des personnes et des biens conformément à l'article 5 de l'arrêté de prescription générale de la rubrique 3.2.3.0.

Elle devra être munie d'un dispositif de déversoir de crue conçu de façon à résister à une surverse et dimensionné pour évacuer une crue centennale.

Article 4 Prescriptions spécifiques

La ville d'Epernay s'assurera, par des visites régulières (au moins deux fois par an) que le recalibrage du chemin de Beausoleil est conforme au dossier présenté, qu'il n'a pas été modifié par

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Autorisation (bassin versant intercepté de 72,33 ha)
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha : (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha : (D)	Déclaration (surface des bassins de 1 ha)

Article 2 Caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

Système de rétention / infiltration n°26

Les deux bassins seront implantés sur la parcelle cadastrale **AZ26** appartenant à la ville d'Epernay et la parcelle cadastrale **AZ165** appartenant à la Communauté de communes Epernay – Pays de Champagne.

- Bassin de décantation n°26 : ce bassin aura une forme rectangulaire avec une longueur de 27 m et une largeur de 18 m. Il sera équipé d'une surverse, d'un trop plein permettant de renvoyer les eaux vers le bassin d'infiltration N°26 et d'un dispositif de vidange (temps de vidange de moins de 24 heures). Il aura un volume mort de 200 m³.
- Bassin d'infiltration n°26 : Ce bassin aura une forme rectangulaire avec une longueur de 75 m et une largeur de 18 m. Il sera équipé d'une surverse qui rejoindra le système des eaux pluviales de l'éco-quartier Rosemont dont le dispositif de gestion des eaux pluviales a fait l'objet d'une autorisation préfectorale.

Deux noues permettront de faire transiter les eaux de surverse du bassin de décantation n°26 vers le bassin d'infiltration n°26 et du bassin d'infiltration n°26 vers le système de gestion des eaux pluviales du quartier Rosemont.

Système de rétention / infiltration n°24

Les deux bassins seront implantés sur la parcelle cadastrale **AY102** appartenant à la Communauté de communes Epernay – Pays de Champagne.

- Bassin de décantation n°24 : ce bassin aura une forme rectangulaire avec une longueur de 150 m et une largeur de 17 m. Il nécessitera la mise en place d'une digue d'une longueur maximale de 60 m. Il sera équipé d'une surverse et d'un trop plein permettant de renvoyer les eaux vers le bassin d'infiltration N°24. Il aura un volume mort de 950 m³.
- Bassin d'infiltration n°24 : Ce bassin aura la forme d'un triangle rectangle de longueur du grand coté de 85 m et largeur du petit coté de 65 m. Il sera équipé d'un dispositif de vidange qui rejoindra le bassin de la zone de Pierry par l'intermédiaire d'une conduite lisse

neutralisée, elle est traitée puis les milieux atteints sont remis en état :

- Neutralisation de la source de pollution : identification du produit polluant, arrêt du déversement, arrêt de la propagation de la pollution (barrage de terre, de bottes de pailles...), neutralisation du produit polluant avec l'assistance de spécialiste ;
- Traitement et remise en état des lieux : après les interventions de première urgence, il sera procédé à une évaluation de l'état du milieu contaminé. Si les expertises mettent en évidence des nuisances ou risques importants, le site sera remis en état.

Article 8 Mesures correctives et compensatoires

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre pendant les travaux :

- Le rejet d'eaux usées ne doit pas s'effectuer sans traitement préalable
- Les eaux du chantier sont décantées avant rejet
- Le stationnement et l'entretien des engins sont réalisés sur des aires spécifiques.
- Des dispositifs de sécurité liés au stockage de carburant, huile et matières dangereuses sont mis en place
- La mise en œuvre des matériaux bitumineux se fait dans des conditions météorologiques sans risque de lessivage
- Des écrans ou filtres (bottes de paille, géotextiles...) sont mis en place à l'interface chantier - milieu récepteur afin d'éviter, notamment, que des terrassements viennent se déverser au sein des fossés drainant la zone.
- L'aménagement d'un dispositif destiné à intercepter les flux polluants issus du chantier et les diriger vers un bassin de décantation temporaire aménagé dès le début des travaux est réalisé, si nécessaire. Ce bassin est destiné à réduire le débit de pointe des eaux de ruissellement et à retenir une fraction de la charge solide.
- Des instructions précises sont données aux entreprises afin d'éviter tout déversement de produits dangereux. Les installations concernées sont les centrales de fabrication d'enrobé ou de grave-ciment, les zones de stationnement et surtout d'entretien d'engins, les postes de distribution de carburant.
- Des bassins de dépollution provisoire (aires de lavage, ...) sont mis en place.
- Les contraintes de travail à proximité de la conduite de gaz (notamment en cas de création de chemin de roulement au croisement de la canalisation de gaz) sont respectées.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 9 Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant **un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être**

des tiers et que l'accès aux parcelles viticoles avec le matériel d'exploitation viticole reste toujours possible.

Dans un délai de 5 ans à compter de la date de signature de cet arrêté, si le bassin n°12 décrit dans le dossier présenté n'est pas réalisé, la ville d'Epernay engagera les démarches nécessaires (déclaration d'intérêt général et déclaration d'utilité publique) pour le réaliser.

Avant tout rejet dans le Fossé de la RD40a, la ville d'Epernay devra fournir au service police de l'eau la convention signée avec le conseil général de la Marne pour son utilisation. Cette convention devra être transmise au service en charge de la police de l'eau avant le début des travaux.

Article 5 Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)

Un suivi qualitatif des eaux souterraines est réalisé au droit du bassin de la ZAC de Pierry et du bassin n°26.

Pour ce faire ces deux bassins seront chacun équipés par deux piézomètres placés en amont et en aval hydraulique de la zone d'infiltration.

Des prélèvements seront effectués, deux fois par an en période de hautes eaux et basses eaux sur les paramètres suivants : Hydrocarbures totaux, DCO, DBO5, MES, Nitrates, nitrites, NTK, P total, Sulfates, Sulfures, sodium total, potassium total, Ammonium.

Pour compléter ce suivi et conformément à la doctrine d'hydraulique du vignoble, un suivi de la qualité des eaux en sortie des deux bassins de rétention 24 et 26 sera fait une fois par an après un épisode pluvieux significatif sur les paramètres MES, DCO, DBO5, pH, Nitrates, azote total et phosphore.

Les résultats de ces analyses seront transmis en fin d'année au service en charge de la police. A la demande du pétitionnaire et après avis du service en charge de la police de l'eau, la fréquence de ce suivi pourra être revue.

Article 6 Entretien des ouvrages

La totalité des ouvrages et leurs équipements est entretenue en permanence afin d'assurer leur bon état de fonctionnement.

Ils seront nettoyés au moins une fois par an et en tant que de besoin. Pour cela, des visites régulières au moins mensuelles et en cas de précipitations abondantes seront assurées.

Un calendrier des visites de contrôle, des interventions d'entretien et des vérifications complètes suivies de réparation est fixé pour les différentes opérations d'entretien.

Les opérations d'entretien systématique comportent :

- le nettoyage des ouvrages d'écoulement des eaux pluviales (noues, collecteurs, etc...)
- le curage et l'entretien des bassins d'infiltration et de décantation
- la vérification et la maintenance des équipements

Article 7 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

En cas d'incident ou d'accident, les services chargés d'intervenir sont ceux de la maire d'Epernay. Selon le type d'incident et la gravité de celui-ci, d'autres services pourront intervenir comme les pompiers ou les services de police.

En cas de pollution accidentelle, une procédure d'intervention est mise en place : la pollution est

Article 15 Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, La commune d'EPENAY décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 16 Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 17 Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 18 Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 19 Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de la MARNE, et aux frais du mandataire, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la MARNE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la communes d'EPERNAY.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie d'EPERNAY pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de la MARNE, ainsi qu'à la mairie de la commune d'EPERNAY.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la MARNE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 20 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent

porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 10 Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

Article 11 Découvertes archéologiques

Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L531-14 du code du patrimoine.

Article 12 Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de 3 ans, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai

Article 13 Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais de la commune d'EPERNAY tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, la commune d'EPERNAY changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 14 Déclaration des incidents ou accidents

La commune d'EPERNAY est tenue de déclarer, dès qu'elle en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, la commune d'EPERNAY devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

La commune d'EPERNAY demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

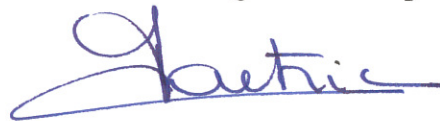
arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le mandataire ou un mandant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 21 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la MARNE,
Les maires des communes dont la liste est jointe au présent arrêté,
Le directeur départemental des territoires de la MARNE,
Le commandant du Groupement de gendarmerie de la Marne,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la MARNE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.
Une copie de cet arrêté sera transmise au sous-préfet d'Epernay pour information.

A CHALONS EN CHAMPAGNE, *le 3 juin 2015*
Pour le Préfet de la MARNE et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture



Francis Soutric

